

# le technicien agricole témoigne

**LE FAIT  
DU JOUR**

## dans leur vie bien rangée

senter à 15 heures, le jour même de l'examen avorté, pour une admission. En ce début mars, il a perdu une quinzaine de kilos. « J'étais dans un état dégradé. J'avais vraiment besoin d'être hospitalisé. Mais j'ai dû y aller de moi-même, et ça, c'est un souvenir qui me restera toute ma vie... Si je n'y étais pas allé de moi-même... » Isabelle disparaît, ne pouvant entendre ça.

Il reste hospitalisé 28 jours. Entre-temps, le médecin lui a annoncé un lymphome de Burkitt non-hodgkinien et une tumeur dans les organes. Plus tard, lorsque Michel parcourra ses archives médicales, il tombera sur ce chiffre : stade 4,5 sur une échelle de 5. Il comprend qu'il a été rattrapé par le dernier cheveu. « J'étais tout près du départ... »

### Revenir de loin...

Aussitôt, le praticien veut engager deux chimios. « Vous ne voyez pas dans quel état il est ! Vous allez le tuer », s'alarme la tante de sa femme, présente durant cette épreuve. « J'espère qu'il est solide, je le crois, on n'a pas le choix. On y va, maintenant. Je dois le traiter en urgence », répond-il.

Entre ces deux chimios, il se passera une semaine, entrecoupée d'un passage en réanimation. C'est à ce moment qu'Isabelle reçoit l'appel. « J'ai pété un câble... J'ai tout cassé, mon casier... Ma tante est venue me chercher pour aller à l'hôpital le voir, il fallait lui parler, lui parler, lui parler... »

Après la deuxième chimio, il reprend un peu ses esprits. Il est transféré à l'hôpital de Tours pour un protocole de soins copieux. « Il y avait une passerelle de promenade agréable. » Elle lui offre une évacuation de sa chambre et l'éloigne de ce bord de vide où l'entraînent, parfois, ses pensées. Fin octobre, il est déclaré « en consolidation ». Son frère, qui a fait le lien entre sa maladie et son travail, l'aide à engager les démarches de reconnaissance, qui ont abouti

en mars 2016. Depuis, Michel se bat, aidé par le Collectif des victimes des pesticides de l'ouest, pour obtenir une indemnisation.

Le technicien reprend son travail, mais n'est plus en lien avec les produits incriminés. Conduite à risque de sa part ? « J'aimais tellement mon métier. Et puis, il faut en trouver du travail, ailleurs ! »

Dans son entreprise, il fait campagne sur l'importance de se protéger mais devine les « cause toujours », dans son dos. Il ne se sent plus en phase avec l'air du temps professionnel. Fatigue, trou de mémoire, problème de concentration... « Je ne suis pas revenu comme j'étais avant », remarque-t-il. « Tu es vivant déjà, c'est une bonne chose ! », le reprend sa femme. Le corps et l'esprit gardent des séquelles, le couple aussi.

### En parler

Isabelle s'absente. Michel sort de sa pudeur. Quand il était au plus mal, c'est à cette compagne qu'il s'accrochait, se sentant, même à des kilomètres l'un de l'autre, en communion avec elle. « C'était comme une assurance, une protection... » Rentré chez lui définitivement, il ose : « Si tu veux bien, on se marie ? Moi, c'est mon rêve. »

Alliance au doigt, le quin-quagénaire a livré son calvaire d'une voix posée, quelquefois nouée. Ce récit intime de la maladie restait en famille jusque-là. Michel veut le partager, pour l'éviter à d'autres. Pour l'heure, de manière anonyme, le couple redoute les réactions des voisins agriculteurs. Pour autant, il n'incrimine pas ce monde qui a ses raisons, selon lui. « Il faut une solution pour que tout le monde s'y retrouve. Il ne faut pas se battre les uns contre les autres sur un sujet aussi grave. » ■

(\*) Les pesticides (herbicides, les insecticides et les fongicides...) sont des substances, le plus souvent chimiques, servant à protéger, contrôler les végétaux, et détruire les nuisibles.

## L'alerte des médecins

Pierre-Michel Périnaud, médecin généraliste à Limoges, président de l'Association nationale Alerte des médecins sur les pesticides, revient sur leur pétition, qui a recueilli 1.300 signataires.

■ **À la décision du gouvernement sur le plan Ecophyto, à la suite de la crise agricole, vous répondez par cet appel des soignants ?** C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cette mise en pause, les menaces à peine voilées sur l'Anses... Il est nécessaire de dire que nos craintes concernant la santé, reposent sur des études scientifiques. Ce qui nous paraît irresponsable, c'est que les gouvernants connaissent ces données, car ce sont les financeurs de l'Inrae et l'Inserm. Ils savent qu'il y a eu des expertises collectives sur les effets des pesticides sur la biodiversité et la santé. Ces données nécessitent qu'on ne revienne pas sur certaines mesures de protection.

■ **Vous déplorez que la question des pesticides soit traitée sous l'angle économique devant les enjeux sanitaires ?** On nous dit qu'il y a une crise agricole, et que des gens ne gagnent pas leur vie, ce qui est vrai, dans le modèle actuel. Et en même temps, il ne faut pas en changer, ne pas écouter ceux qui alertent, il ne faut pas tenir compte des études. On ne répond qu'à moitié à cette crise, en répondant à ceux qui veulent un système productiviste. Lorsqu'on considère ses impacts sur la biodiversité et sanitaires, on va dans le mur.

■ **Qu'en est-il de l'exposition aux pesticides de la population ?** Dans l'expertise de l'Inserm, de 2021, sur « les effets des pesticides sur la santé », on voit qu'ils se sont alourdis avec des troubles cognitifs, des méningiomes, de l'asthme, du Parkinson, du myélome... Et chez les enfants, des troubles du neuro-développement avec des niveaux de preuves aussi forts que pour les leucémies et tumeurs cérébrales pour des expositions pendant la grossesse.

■ **Une étude de 60 Millions de**



MÉDECIN. Pierre-Michel Périnaud. MÉRIEUX, STEPHANIE LEFFRE

consommateurs a révélé la présence de pesticides dans les salades en sachet. L'Organisation mondiale de la santé dit que l'alimentation est la première source de contamination par les pesticides pour la population. Toutefois, ce n'est pas le fait de manger ces salades qui va entraîner un cancer. C'est une exposition chronique, sur du temps long, à de faibles doses qui peut conduire à des maladies. Dans une vie, on est confronté à de faibles doses de multiples polluants. C'est à ça qu'il faut répondre.

■ **Quelles réponses en matière de politiques publiques ?** Ce serait de construire des filières d'alimentation bio et de flécher les aides de la Pac vers une agriculture qui tienne compte des limites de la biodiversité et humaines. C'est payer un service écosystémique majeur ! Bien entendu, il faut que les agriculteurs y trouvent une juste rémunération. Cette alimentation bio ne doit pas être hors de prix pour être accessible à tous. Aux femmes enceintes, il faut fournir un panier bio pendant leur grossesse, les informer sur la toxicité de certains éléments du quotidien.

■ **Vous encouragez les soignants à promouvoir cette agriculture respectueuse.** L'agriculture bio peut être un outil de santé publique. Les soignants doivent se mobiliser dans leurs communes pour faire avancer ça auprès des élus. C'est une façon de montrer que le débat n'est pas idéologique, il est médico-pratique...

Elle disait aux deux infirmières ou aides-soignantes : « tenez-le, ce monsieur, il est douillet. On ne va pas avoir pris rendez-vous pour rien ! » Puis, elle arrête tout. « Rentrez chez vous, préparez votre valise. Si j'ai une place dans le service, on vous prend. »

Isabelle, revenue du dehors, lui sert un café, avec du miel, la dose qu'il aime. « Je trouve injuste que ça tombe sur lui. » Elle ajuste le filet de son époux tandis que lui replonge, dix ans en arrière, quand il découvre le message sur son portable, l'invitant à se pré-

## « Quand Parkinson arrive à 55 ans, c'est sans retour, c'est fini ! »

La santé et les pesticides restent un sujet tabou dans le monde agricole, souvent abandonné à son sort, quand il est touché, selon les associations d'aide aux malades.

Refusant les subventions pour garder sa liberté de parole et d'action, le Collectif des victimes des pesticides de l'Ouest accompagne les professionnels victimes des pesticides pour faire reconnaître leurs droits. Depuis sa création, en 2015, cette structure a aidé 300 personnes. Sur les 201 personnes ayant engagé une démarche de reconnaissance professionnelle, 130 d'entre elles l'ont été. Le collectif travaille, actuellement, sur une soixantaine de dossiers.

L'association, qui intervient initialement sur la Bretagne et les Pays de la Loire, déborde de sa zone en matière de sollicitations. Eure-et-Loir, Cher, Aveyron, Lot, Bourgogne, Saône-et-Loire Var, Moselle... Ne reposant que sur des bénévoles, ils sont 530, elle refuse dans la mesure de ses moyens humains de laisser les victimes, seules, face à leur maladie, à leur désarroi et à des démarches relevant du « parcours du combattant », pour

son président Michel Besnard. « En Bretagne, on est habitué à se battre, mais dans certaines régions, notamment de productions céréalières, c'est silence radio sur le sujet ». Ce dernier regrette « cette omerta », au détriment des principaux concernés. « Le monde agricole n'est pas au courant de ses droits concernant les maladies professionnelles liées aux pesticides. Les organismes officiels ne font rien car ça coûte de l'argent et il y a des lobbys qui font tout pour maintenir les choses en l'état. Comment les agriculteurs l'apprennent, viennent à nous ? Par la bouche-à-oreille, les reportages dans les médias, les actions que l'on mène... »

### Les agriculteurs représentent 85 % des dossiers du collectif

Par ailleurs, l'association s'est aussi spécialisée dans la défense des riverains de parcelles agricoles. « Ils ont les mêmes maladies mais dans leur cas, il n'y a pas de tableau de reconnaissance, donc on est plus démunis. On se bat sur les distances de zones de non-traitement autour des

habitations. Mais les victoires sont réduites car on a un lobby puissant en face, prêt à aller au bout pour ne rien lâcher », constate Michel Besnard.

Si les agriculteurs représentent 85 % des dossiers, le collectif dénombre des victimes chez les salariés de coopératives agricoles, des paysagistes, des employés des collectivités, du personnel d'établissements scolaires notamment agricole... « 90 % de ces dossiers concernent des hommes. Ils sont touchés par des maladies très invalidantes, ce sont souvent les conjointes qui supportent tout le reste. Ce sont des vies complètement brisées. Parkinson, c'est une maladie sans retour. Quand elle arrive à 55 ans, c'est fini ! C'est un poids énorme qui touche la famille, et il y en a beaucoup, beaucoup... » Alors que ce combat mobilise les forces du collectif, qui aspire à une agriculture sans pesticides de synthèse, Michel Besnard redoute une autre tragédie : « la hausse des dossiers concernant des enfants intoxiqués in utero du fait que leurs parents, père ou mère, manipulent des pesticides... » ■